



CHAPITRE 56

Loi sur les parcs

[Sanctionnée le 29 novembre 1977]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

INTERPRÉTATION

Article premier

Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par: Interprétation:

a) «ministre»: le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche; «ministre»;

b) «parc»: le territoire déterminé suivant l'article 2; «parc»;

c) «parc de conservation»: un parc dont l'objectif prioritaire est d'assurer la protection permanente de territoires représentatifs des régions naturelles du Québec ou des sites naturels à caractère exceptionnel tout en les rendant accessibles au public pour des fins d'éducation et de récréation extensive; «parc de conservation»;

d) «parc de récréation»: un parc dont l'objectif prioritaire est de favoriser la pratique d'une variété d'activités récréatives de plein air tout en protégeant l'environnement naturel; «parc de récréation»;

e) «récréation extensive»: un type de récréation caractérisée par une faible densité d'utilisation du territoire et par l'exigence d'équipements peu élaborés; «récréation extensive»;

f) «règlement»: un règlement du gouvernement adopté en vertu de la présente loi. «règlement».

SECTION II

ÉTABLISSEMENT DES PARCS

Art. 2

Terres
publiques
affectées
comme
parc.

Le gouvernement peut, par règlement, affecter comme parc, à des fins exclusives de conservation ou de récréation de plein air, toute partie des terres publiques qu'il indique.

Art. 3

Classifi-
cation.

Un parc, lors de son établissement suivant l'article 2, est classifié soit comme parc de conservation, soit comme parc de récréation, selon l'objectif prioritaire.

Art. 4

Création,
abolition,
etc., d'un
parc.

Un parc peut être créé ou aboli par le gouvernement qui peut aussi en modifier les limites ou la classification, si le ministre a préalablement:

a) donné avis de l'intention de créer ou d'abolir le parc ou d'en modifier les limites ou la classification dans la *Gazette officielle du Québec* ainsi que dans un ou deux journaux publiés dans la région concernée, ou à défaut de journaux publiés dans cette région, dans un ou deux journaux publiés dans la région la plus voisine;

b) accordé un délai de soixante jours à compter de la publication de cet avis pour permettre aux intéressés de lui transmettre leur opposition écrite;

c) entendu les personnes visées dans le paragraphe b en audience publique.

SECTION III

ADMINISTRATION

Art. 5

Vente ou
échange
de terrains
d'un parc
prohibé.

Les terrains faisant partie d'un parc ne peuvent faire l'objet de vente ou d'échange.

Art. 6

Le ministre a le contrôle et l'administration de tout le territoire compris à l'intérieur d'un parc.

Contrôle
et admini-
stration.

Il peut y autoriser ou effectuer tous travaux d'entretien, d'aménagement et d'immobilisation susceptibles de maintenir ou d'améliorer la qualité d'un parc.

Travaux
d'entre-
tien, etc.

Toute disposition législative ou réglementaire, non incompatible, avec la présente loi et les règlements, s'applique à l'intérieur d'un parc.

Disposi-
tions appli-
cables.

Art. 7

Nonobstant toute disposition législative,

Interdic-
tion de
chasse, etc.

a) toute forme de chasse est interdite dans un parc;

b) toute forme de prospection, d'utilisation et d'exploitation des ressources à des fins de production forestière, minière ou énergétique, de même que le passage d'oléoduc, de gazoduc et de ligne de transport d'énergie sont interdits à l'intérieur d'un parc.

Nonobstant les dispositions du paragraphe b, il est permis, à la demande du ministre, de construire, d'exploiter et d'entretenir à l'intérieur d'un parc les équipements de transport d'énergie électrique, les postes de manoeuvre et de transformation d'énergie électrique et les équipements de télécommunication requis pour l'opération d'un parc.

Équipe-
ments de
transport
d'énergie
électrique.

Le paragraphe b du premier alinéa ne s'applique pas aux droits relatifs aux ouvrages et équipement de production d'énergie électrique, aux équipements de transport d'énergie et de communication et aux postes de manoeuvre et de transformation déjà existants.

Disposi-
tions non
appli-
cables.

Art. 8

Tout autre projet de construction ou de modification des lieux à l'intérieur d'un parc doit être soumis à l'approbation du ministre.

Approba-
tion du
ministre.

Celui-ci peut autoriser la mise en marche du projet à la condition que la réalisation de ce projet continue d'assurer la conservation du milieu naturel ou le maintien du potentiel récréatif, suivant l'objectif prioritaire du parc.

Conditions.

SECTION IV

RÉGLEMENTATION

Art. 9

Règle-
ments.

Le Gouvernement peut adopter des règlements pour:

- a) assurer la protection et la conservation du milieu naturel et de ses éléments;
- b) déterminer dans quelle mesure et à quelles fins le public est admis;
- c) fixer les conditions auxquelles doit se conformer une personne qui séjourne, circule ou se livre à une quelconque activité et les droits qu'elle doit payer;
- d) prohiber ou réglementer le port et le transport d'armes, d'instruments de chasse ou d'agès de pêche;
- e) prohiber ou réglementer l'utilisation d'embarcations, d'aéronefs, de motoneiges ou de tout autre véhicule;
- f) prohiber complètement ou partiellement la pêche et déterminer les conditions auxquelles la pêche est permise;
- g) réglementer le transport et la possession d'animaux ou de poissons;
- h) prohiber ou réglementer l'affichage;
- i) assurer l'ordre et la propreté, le bien-être et la tranquillité des usagers;
- j) déterminer les différentes activités récréatives qui peuvent être prohibées;
- k) fixer les conditions de participation aux activités récréatives;
- l) permettre, aux conditions qu'il détermine, la location d'immeubles, pour fins d'hébergement, de restauration ou de commerce nécessaire aux usagers;
- m) prohiber ou réglementer l'exploitation de commerce;
- n) déterminer les cas où une personne peut être éloignée ou expulsée;
- o) déterminer les pouvoirs et devoirs des employés;
- p) prescrire les modalités et procédures à suivre lors de la tenue d'une audience publique prévue à l'article 4.

Art. 10

Tout règlement adopté en vertu de la présente loi doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec*. Il entre en vigueur le jour de sa publication ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

SECTION V

INFRACTIONS ET PEINES

Art. 11

Quiconque enfreint l'une des dispositions de la présente loi ou des règlements commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais, d'une amende d'au moins \$50 et d'au plus \$1,000 s'il s'agit d'un individu et d'une amende d'au moins \$200 et d'au plus \$5,000 s'il s'agit d'une corporation.

Art. 12

Les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées suivant la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35).

SECTION VI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 13

Les parcs sujets à la Loi des parcs provinciaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 201) deviennent des parcs régis par la présente loi à la date fixée par proclamation du gouvernement, après avoir été classifiés en conformité de l'article 3.

Nonobstant l'article 15, la Loi des parcs provinciaux et les règlements adoptés sous son autorité continuent de s'appliquer à l'égard de chacun des parcs visés par ladite loi jusqu'à ce que ce parc ait fait l'objet d'une proclamation selon le premier alinéa du présent article.

Art. 14

Approba-
tion de la
classifica-
tion des
parcs.

Cette classification des parcs visés à l'article 13, qui doit être effectuée dans un délai n'excédant pas deux ans après la sanction de la présente loi, doit recevoir l'approbation du gouvernement et être publiée dans la *Gazette officielle du Québec*.

Art. 15

S.R.,
c. 201,
remp.

La présente loi remplace la Loi des parcs provinciaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 201).

Art. 16

Agent de la
conserva-
tion de la
faune.

L'agent de la conservation de la faune, tel que défini au paragraphe *a* de l'article 1 de la Loi de la conservation de la faune (1969, chapitre 58), est habilité à veiller à l'application de la présente loi et des règlements et possède, pour les fins de la présente loi, les droits et privilèges d'un agent de la paix.

Art. 17

Ministre
responsa-
ble.

Le ministre est chargé de l'application de la présente loi.

Art. 18

Entrée en
vigueur.

La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.



CHAPTER 56

Parks Act

[Assented to 29 November 1977]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Assemblée nationale du Québec, enacts as follows:

DIVISION I

INTERPRETATION

1. In this act, unless the context indicates a different meaning, Definitions:

(a) "Minister" means the Ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche; "Minister";

(b) "park" means a territory determined according to section 2;

(c) "conservation park" means a park primarily intended to ensure the permanent protection of territory representative of the natural regions of Québec, or of natural sites presenting exceptional features, while rendering them accessible to the public for the purposes of education and cross-country recreation; "conservation park";

(d) "recreation park" means a park primarily intended to foster the practice of various outdoor recreational activities, while protecting the natural environment; "recreation park";

(e) "cross-country recreation" means a type of recreation characterized by the use of little frequented territory and the use of relatively simple equipment; "cross-country recreation";

(f) "regulation" means a regulation made by the Government under this act. "regulation".

DIVISION II

ESTABLISHMENT OF PARKS

Estab-
lishment.

2. The Government, by regulation, may set aside any part of the public lands that it may indicate, as a park for the exclusive purposes of conservation or outdoor recreation.

Classifi-
cation.

3. At its establishment under section 2, every park shall be classified as a conservation park or a recreation park according to its primary intention.

Conditions
of estab-
lishment,
etc.

4. The Government may establish or abolish, or change the boundaries or classification of, a park, if the Minister has previously:

(a) given notice of his intention to establish or abolish or to change the boundaries or classification of the park in the *Gazette officielle du Québec* and in one or two newspapers published in the region concerned, or, if no newspaper is published in that region, in one or two newspapers published in the closest neighbouring region;

(b) granted sixty days' delay from the publication of such notice to enable interested persons to submit their objections to him in writing;

(c) received in a public hearing the persons contemplated in paragraph b.

DIVISION III

ADMINISTRATION

No sale or
exchange.

5. No part of the lands forming a park may be sold or exchanged.

Minister
has
charge.

6. The Minister has the control and administration of all the territory comprised in a park.

Mainte-
nance and
develop-
ment.

He may authorize or carry out any work of maintenance, development or construction that may serve to maintain or improve the quality of a park.

No im-
munity.

Every provision of law or of a regulation not inconsistent with this act and the regulations applies in a park.

7. Notwithstanding any provision of law,

Prohibitions.

(a) hunting of every kind is prohibited in a park;

(b) all forms of prospecting, and any utilization, harvesting or harnessing of resources related to logging, mining or the production of energy, and the laying of oil or gas pipelines or power lines, are prohibited within the confines of a park.

Notwithstanding subparagraph *b*, the electric power transmission equipment, electric power control and transformer stations and the telecommunications equipment required for the operation of a park may, at the request of the Minister, be constructed, operated and maintained in a park.

Exceptions for park operation.

Subparagraph *b* of the first paragraph does not apply to rights relating to electric power generating works or equipment, electric power or communications transmission equipment or to control and transformer stations already in existence.

Existing electrical installations exempt.

8. Every other project for construction or for making changes to the grounds in a park must be submitted to the Minister for approval.

Minister's approval.

He may authorize the project to proceed, provided its execution is compatible with continued conservation of the natural environment or preservation of the recreational potential, in accordance with the primary intention of the park.

Conditions.

DIVISION IV

REGULATIONS

9. The Government may make regulations to:

Regulations.

(a) ensure the protection and conservation of the natural environment, or any specific element thereof;

(b) determine to what extent and for what purposes the public may be admitted;

(c) fix the conditions governing any person staying, visiting or partaking in any activity in a park and the duties payable therefor;

(d) prohibit or regulate the possession and transport of arms, hunting gear or fishing tackle;

(e) prohibit or regulate the use of boats, aircraft, snowmobiles or any other vehicle;

(f) absolutely or partially prohibit fishing and determine the conditions on which fishing may be allowed;

- (g) regulate the transportation and possession of animals or fish;
- (h) prohibit or regulate the posting of bills;
- (i) ensure that the park is kept clean and orderly and that users enjoy peace and quiet;
- (j) determine the various recreational activities that may be prohibited;
- (k) fix the conditions for participation in recreational activities;
- (l) permit, on such conditions as he may determine, the leasing of immoveables to provide sleeping accommodations, food catering or supply outlets necessary to the users;
- (m) prohibit or regulate the operation of supply outlets;
- (n) determine the cases where a person may be refused admittance or ejected;
- (o) determine the powers and duties of the employees;
- (p) prescribe the formalities and procedures to be followed at the public hearings provided for in section 4.

Promulga-
tion.

10. Every regulation made under this act must be published in the *Gazette officielle du Québec*. It shall come into force on the day of its publication or on any later date fixed therein.

DIVISION V

OFFENCES AND PENALTIES

Offences,
penalties.

11. Every person who infringes this act or the regulations is guilty of an offence and liable on summary proceedings, in addition to the costs, to a fine of not less than \$50 nor more than \$1,000 in the case of an individual and to a fine of not less than \$200 nor more than \$5,000 in the case of a corporation.

Proceed-
ings.

12. Proceedings under this act are instituted under the Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 35).

DIVISION VI

TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

Transfer of
jurisdic-
tion.

13. The parks subject to the Provincial Parks Act (Revised Statutes, 1964, chapter 201) become parks governed by this act

on the date fixed by proclamation of the Government after classification in conformity with section 3.

Notwithstanding section 15, the Provincial Parks Act and the regulations made thereunder continue to apply in respect of every park contemplated in the said act until such park becomes the subject of a proclamation in accordance with the first paragraph of this section.

14. That classification of the parks contemplated in section 13, to be carried out not more than two years after this act is assented to, must be approved by the Government and published in the *Gazette officielle du Québec*.

15. This act replaces the Provincial Parks Act (Revised Statutes, 1964, chapter 201).

16. The wild-life conservation officer, as defined in paragraph *a* of section 1 of the Wild-life Conservation Act (1969, chapter 58), is authorized to oversee the application of this act and the regulations and, for the purposes of this act, has the rights and privileges of a peace officer.

17. The Minister is entrusted with the application of this act.

18. This act shall come into force on the day of its sanction.